

Les invités du samedi

FRANÇOIS DAUPHIN ET JEAN-MARC JANCOVICI

« On va vers un litre à 2,50€ très prochainement »

Dans nos colonnes, en décembre 2018, ils pronostiquaient le litre d'essence à 3€ et évoquaient les chocs à venir pour la transition écologique. Ces deux experts en énergie refont le point sur ces questions désormais obsédantes.

Propos recueillis
par Hervé Chambonnière

Le litre de carburant a dépassé les 2,20€ et ne cesse de progresser. Est-ce un simple accident de parcours ? Va-t-on retrouver les prix d'avant ?

François Dauphin : « La crise liée à la guerre en Ukraine intervient alors que les marchés du pétrole et du gaz étaient déjà sous tension par pénurie d'offre. Les prix des carburants vont continuer à grimper. Ils sont déjà autour de 2,20€, alors qu'il y a un décalage de 15 jours entre le prix du baril de pétrole et son arrivée à la pompe. Je pense qu'on va vers un litre à 2,50€ très prochainement. Dans tous les cas, et compte tenu de la période d'hyperinflation que nous allons vivre, on ne retrouvera jamais le prix du gazole à 1,50€ ».

Jean-Marc Jancovici : « Les prix des carburants vont finir par redescendre. Puis ils remonteront, puis rebaisseront et ainsi de suite. Ils resteront très volatils. Cela obéit à des cycles : la production de pétrole conventionnel baisse, donc il y en a moins, du coup, c'est plus cher et cela pousse le consommateur à se priver un peu ; le producteur profite du prix cher, et donc rentable, pour financer de nouvelles recherches de gisements. Et il y en a peu. Le marché est réapprovisionné, le prix baisse, etc. Mais tout cela intervient dans un contexte à la baisse de ces ressources. À partir de 2030, il y aura un très fort déclin de la production de pétrole. Et le pétrole, aujourd'hui, est partout. C'est lui qui fait fonctionner les machines qui fabriquent nos objets de tous les jours. C'est encore lui que nous utilisons pour nous déplacer. C'est lui, avec le gaz aussi, qui alimente notre industrie agroalimentaire (engrais, tracteurs, chauffage...) ».

Vous-même, François Dauphin, préconisez de faire grimper les prix des carburants à 3,50€ et même plus. Pourquoi ?

F.D. : « Les recettes fiscales générées auraient permis de financer la transition écologique, reconfigurer notre économie, consommer moins et dif-

féremment. Pour contrôler notre climat, nous devons supprimer tout recours aux énergies fossiles en 30 ans maximum. Avec un carburant cher avant ces crises, l'argent serait allé dans la poche de l'État, pas dans celle des producteurs de pétrole. Là, il est presque déjà trop tard. On va payer de plus en plus cher, sans même qu'on puisse profiter de cette manne pour aider les plus démunis. »

N'était-ce pas, n'est-ce pas politiquement impossible ?

J-M.J. : « Les Français ralentissent quand les pouvoirs publics augmentent les prix, alors que cela permettrait de garder l'argent chez nous. Mais quand les prix augmentent du fait de la rareté, ils sont fatalistes alors que l'argent quitte le pays ! Tout cela s'inscrit dans la défiance dans le monde politique. Je rappelle que tout ce qui arrive, on le dit depuis très longtemps. C'est même une évidence : les ressources en pétrole et gaz n'étaient pas infinies. C'est écrit depuis le début ! Le pétrole, c'est comme les œufs de Pâques, on a d'abord trouvé les plus gros et les moins cachés. Il ne reste que les petits, et ils sont difficiles, et beaucoup plus cher, à exploiter. »

Résumons : dès 2030, il y aura beaucoup moins de pétrole et de gaz. Il va donc falloir apprendre à vivre sans, alors que cela a été très mal anticipé. Est-ce possible dans un laps de temps aussi court ?

J-M.J. : « Avec la crise en Ukraine, on s'est posé la question de savoir si on pouvait se permettre, en guise de rétorsion, de se passer dès aujourd'hui du seul gaz russe (NDLR : 17% des importations pour la France, 40% pour l'Union européenne). Et la réponse est : pas sans privations. Même en dix ans, on ne pourrait pas s'en passer en mode "tranquille". En 30 ans, on pourrait se priver de la quasi-totalité du gaz. Et même, en 30 ans, les efforts exigés seront soutenus. Il faut cela pour limiter le réchauffement climatique en deçà du seuil de +2°C. Et pourtant, même avec ces efforts, les épicéas et les hêtres vont presque tous disparaître, une large



François Dauphin (photo du haut) est expert international en énergie. Jean-Marc Jancovici, polytechnicien, enseignant à l'École des Mines de Paris, est aussi membre du Haut conseil pour le climat. Photos DR et MaxPPP

partie des chênes aussi, les coraux tropicaux seront morts (...), et il y aura des conséquences en chaîne pour nous que l'on ne calcule même pas encore. »

Quels chocs cela va-t-il engendrer ?

J-M.J. et F.D. : « Des gens vont très prochainement avoir du mal à rejoindre les deux bouts. Pour le carburant, les prix peuvent conduire les gens à renoncer à des sorties pour les loisirs, ou même aux vacances. À tout ce qui n'est pas indispensable. Ceux qui résident loin de leur lieu de travail devront s'organiser différemment. Mais s'il n'y a pas assez de ressources, les pouvoirs publics peuvent aussi gérer cela par le rationnement. Ces éventualités ne relèvent pas d'un scénario à 20 ou 30 ans. En cas de boycott du pétrole russe, cela commencerait dès aujourd'hui. »

Vous affirmez dans nos colonnes, il y a un peu plus de deux ans, qu'il nous faudrait apprendre à vivre moins vite, moins loin et avec moins de confort. C'est tout l'inverse de ce que les publicités nous vendent encore et de ce que l'on réclame au travail !

J-M.J. : « Oui, il faut aller moins vite, moins loin. Que cela signifie moins de confort, c'est très subjectif. Ne plus se

chauffer au gaz ou prendre sa voiture seul pour se déplacer, est-ce nécessairement la mort ? »

F.D. : « Il faudra relocaliser les logements près des lieux de travail, favoriser des prix accessibles en ville, préempter les terrains, ne plus construire en deuxième ou troisième couronne sans transports en commun, choisir le télétravail quand c'est possible... »

Pensez-vous que les programmes des candidats à l'élection présidentielle prennent en compte ces scénarios ?

J-M.J. : « Nous sommes en train, avec le think tank The Shift Project, de procéder à l'évaluation de ces programmes. Nous aurons les résultats fin mars, début avril. »

F.D. : « Pour moi, clairement non. Le seul "avantage" de la crise ukrainienne aura été d'imposer le débat sur notre dépendance énergétique, et, peut-être, favoriser l'émergence d'une vraie politique européenne. »

J-M.J. : « D'ici cinq ans, beaucoup de choses vont changer. Regardez derrière vous : il y a eu les printemps arabes, le Brexit, Trump, les gilets jaunes, la covid... Une chose est sûre : il va y avoir d'autres crises et il y en aura de plus en plus. »

« S'il n'y a pas assez de ressources, les pouvoirs publics peuvent aussi gérer cela par le rationnement. Ces éventualités ne relèvent pas d'un scénario à 20 ou 30 ans. En cas de boycott du pétrole russe, cela commencerait dès aujourd'hui. »